

46570-2026 - Concurso

França – Serviços das agências noticiosas – Revue de presse, surveillance audiovisuelle et analyses de presse.

OJ S 15/2026 22/01/2026

Anúncio de concurso ou de concessão – regime normal

Serviços

1. Adquirente

1.1. Adquirente

Nome oficial: Réseau de Transport d'Electricité (RTE)

Correio eletrónico: karine.ay@rte-france.com

Forma jurídica do adquirente: Empresa pública

Atividade da entidade adjudicante: Atividades relacionadas com a eletricidade

2. Procedimento

2.1. Procedimento

Título: Revue de presse, surveillance audiovisuelle et analyses de presse.

Descrição: Le présent Marché a pour objet la réalisation de la revue de presse de RTE ainsi que la veille audiovisuelle, les synthèses quotidiennes de la revue de presse, ainsi que les analyses de presse semestrielles et annuelles. Afin de connaître et mesurer l'impact et l'image médiatique des actions menées par RTE, la Direction de la Communication recherche un prestataire apte à constituer une revue de presse quotidienne, retranscrivant les articles de presse (incluant les médias web) et les scripts des émissions et reportages audiovisuels traitant directement ou indirectement de RTE. Le prestataire devra être en capacité de réaliser la revue de presse la plus exhaustive possible en termes de médias, y compris des médias web et médias régionaux quotidiens et hebdomadaires. La Direction de la Communication complètera au besoin cette revue de presse avec des articles collectés par ses Délégations régionales qu'elle envoie au prestataire dans la journée pour intégration à la revue de presse du lendemain. Le périmètre de médias pigés par le prestataire devra cependant être le plus exhaustif possible afin de limiter ces envois. A partir de cette pige globale, le prestataire élabore une revue de presse depuis une plateforme électronique en ligne. Il diffuse cette revue de presse, accessible sur ordinateur, smartphone et tablette, à une liste interne RTE fournie par la Direction de la Communication. Les reproductions effectuées à destination de la Direction de la Communication devront être déclarées et autorisées par le Centre Français d'Exploitation du Droit de Copie (CFC). La Direction de la Communication de RTE fera également appel au prestataire pour réaliser des analyses de presse quantitatives et qualitatives mensuelles, semestrielles et annuelles.

Identificador do procedimento: f77a6e40-e7b1-485a-a40a-c66287912ab1

Identificador interno: 24935bis

Tipo de procedimento: Por negociação com publicação prévia de um convite à apresentação de propostas/concurso com negociação

O procedimento é acelerado: não

2.1.1. Finalidade

Natureza do contrato: Serviços

Classificação principal (cpv): 92400000 Serviços das agências noticiosas

2.1.2. Local de execução

Endereço postal: 7 place du Dôme

Cidade: Paris La Defense CEDEX

Código postal: 92073

Subdivisão do país (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)

País: França

2.1.4. Informações gerais

Base jurídica:

Diretiva 2014/25/UE

2.1.6. Motivos de exclusão

Fontes dos motivos de exclusão: Anúncio

Incumprimento de obrigações determinadas por motivos de exclusão puramente nacionais: « Le candidat fournit une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée, pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusions de la procédure de passation des marchés soumis à la commande publique, mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11. Il s'agit sans être exhaustif :

1.1) des peines prononcées par un juge pénal relatives à la corruption au sens large, la concussion, le trafic d'influence, la prise illégale d'intérêt, l'escroquerie, l'abus de confiance, le faux et usage de faux, le blanchiment, la participation à une association de malfaiteur, pour acte de terrorisme, pour stupéfiants ; 1.2) des défauts de régularité au regard des obligations sociales ou fiscales, constatés soit par un juge, soit par les administrations chargées du recouvrement des impôts, cotisations et contributions sociales, soit par les services d'inspection du travail et assimilés ; 1.3) des états de liquidations judiciaires, de faillites, de redressement judiciaire ne justifiant pas de l'habilitation à poursuivre les activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public, ou ne bénéficiant pas d'un plan de redressement, constatées par le tribunal de commerce ; 1.4) de la violation des règles relatives à la lutte contre le travail illégal, constatées par les services de l'inspection du travail et assimilés ou rapportés par ces derniers aux représentants de l'État. 2) (pour les entreprises de plus de 20 salariés) et qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. 3) Pour les candidats établis HORS de France : fournir une déclaration sur l'honneur de paiement des sommes dues au titre des amendes pour non déclaration de travailleurs détachés (R.2143-8 du Code de la commande publique et R.1263-12 du Code du travail). 4) ne pas être dans l'un des cas prévus au 1° de l'article 5 du règlement n°2022/576 du 8 avril 2022 du Conseil de l'Union européenne concernant les mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine

5. Lote

5.1. Lote: LOT-0001

Título: Revue de presse, surveillance audiovisuelle et analyses de presse.

Descrição: Le présent cahier des charges a pour objet la réalisation de la revue de presse de RTE ainsi que la veille audiovisuelle, les synthèses quotidiennes de la revue de presse, ainsi que les analyses de presse semestrielles et annuelles. Afin de connaître et mesurer l'impact et l'image médiatique des actions menées par RTE, la Direction de la Communication recherche un prestataire apte à constituer une revue de presse quotidienne, retranscrivant les articles de presse (incluant les médias web) et les scripts des émissions et reportages audiovisuels traitant directement ou indirectement de RTE. Le prestataire devra être en capacité de réaliser la revue de presse la plus exhaustive possible en termes de médias, y compris des médias

web et médias régionaux quotidiens et hebdomadaires. La Direction de la Communication complètera au besoin cette revue de presse avec des articles collectés par ses Délégations régionales qu'elle envoie au prestataire dans la journée pour intégration à la revue de presse du lendemain. Le périmètre de médias pigés par le prestataire devra cependant être le plus exhaustif possible afin de limiter ces envois. A partir de cette pige globale, le prestataire élabore une revue de presse depuis une plateforme électronique en ligne. Il diffuse cette revue de presse, accessible sur ordinateur, smartphone et tablette, à une liste interne RTE fournie par la Direction de la Communication. Les reproductions effectuées à destination de la Direction de la Communication devront être déclarées et autorisées par le Centre Français d'Exploitation du Droit de Copie (CFC). La Direction de la Communication de RTE fera également appel au prestataire pour réaliser des analyses de presse quantitatives et qualitatives mensuelles, semestrielles et annuelles.

Identificador interno: 24935bis

5.1.1. Finalidade

Natureza do contrato: Serviços

Classificação principal (cpv): 92400000 Serviços das agências noticiosas

Opções:

Descrição das opções: 2 options de prolongation du contrat de 1 an

5.1.2. Local de execução

Endereço postal: 7C, place du Dôme

Cidade: Paris La défense CEDEX

Código postal: 92073

Subdivisão do país (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)

País: França

5.1.3. Duração estimada

Duração: 2 Anos

5.1.4. Renovação

Renovações máximas: 2

5.1.5. Valor

Valor máximo do acordo-quadro: 1 200 000,00 EUR

5.1.6. Informações gerais

Participação reservada:

A participação não está reservada.

O concurso é abrangido pelo Acordo sobre Contratos Públicos (ACP): sim

Este concurso também é adequado para as pequenas e médias empresas (PME): sim

Informações adicionais: Validité de l'offre 8 mois

5.1.9. Critérios de seleção

Fontes dos critérios de seleção: Anúncio

Critério: Outros requisitos económicos ou financeiros

Descrição do critério de seleção: Aptitude à exercer l'activité professionnelle : Le candidat devra adresser avec sa demande de participation les imprimés DC1 et DC2 dûment complétés et signés. Ces documents sont à se procurer à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> 1) Pour les candidats établis "en France" : - La transmission du numéro unique d'identification (SIREN) délivré par l'INSEE, ou bien Carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers (original ou copie)

datant de moins de 3 mois par rapport à la date limite de réponse ou un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes morales ou physiques en cours d'inscription. 2) Pour les candidats établis "hors de France" : - Ln document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ou, pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de 3 mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre. - Un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France. - Une déclaration sur l'honneur de paiement des sommes dues au titre des amendes pour non déclaration de travailleurs détachés (R.2143-8 du Code de la commande publique et R.1263-12 du Code du travail). Pour tous les candidats : 1) (Pour les entreprises de plus de 20 salariés) et qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. 2) Ne pas être dans l'un des cas prévus au 1° de l'article 5 du décret n°2022/576 du 8 avril 2022 du Conseil de l'Union européenne concernant les mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine. 3) Candidat faisant partie du groupe EDF ou du groupe de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC). Afin de s'assurer du respect des dispositions des articles L111-10 et suivants du code de l'Energie, un candidat ou un membre du groupement contrôlé directement ou indirectement par une société par EDF ou la CDC devra produire dans son dossier de candidature une déclaration indiquant le détail du lien capitalistique avec l'une des sociétés précitées. Ces éléments produits en langue française sont à fournir par les candidats individuels, par chacun des membres d'un groupement candidat et, le cas échéant, par les sous-traitants présentés. Os critérios serão utilizados para selecionar os candidatos a convidar para a segunda fase do concurso

Critério: Outros requisitos económicos ou financeiros

Descrição do critério de seleção: Capacité économique et financière : Bilans ou extraits de bilan : - Le candidat est prié de joindre les bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années, dans le cas où ce dernier fait partie des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi. Banque et assurances : - Le candidat doit fournir les déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents. Autres : - Le candidat doit fournir la liste des éventuelles opérations de rachats ou de fusions de sociétés sur les 3 dernières années. NB : Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés ci-dessus, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par RTE. Os critérios serão utilizados para selecionar os candidatos a convidar para a segunda fase do concurso

Critério: Outros requisitos económicos ou financeiros

Descrição do critério de seleção: Capacité technique et professionnelle : Contenu du dossier de présentation de la société du candidat : - Le candidat doit fournir un dossier de candidature reprenant : une présentation succincte de la société (raison sociale, adresse, identifiant TVA, SIRET, Code NAF, domaines d'interventions, chiffre d'affaires global réalisé en France et dans le monde lors des 3 dernières années, références...). - Par ailleurs, le candidat indique dans ce même document autoportant les éléments suivants : o L'effectif total de la société, au global et en France ; o Le taux de renouvellement du personnel sur les 3 dernières années ; o La constitution du groupement d'entreprises (le cas échéant). - De plus, le candidat fournit également les éléments suivants : o L'annexe "cadre de réponse technique" complétée avec

la présentation du candidat démontrant sa compréhension du besoin et sa capacité à y répondre (4 slides MAX – PowerPoint/PDF) ; la présentation détaillée de 3 missions similaires ou équivalence (sont exclus les références RTE) réalisées au cours des 36 derniers mois pour des clients pertinents eu égard aux contraintes et enjeux de RTE. Dans l'hypothèse où le nombre de candidats aptes constituant la liste longue (RFI) serait supérieur au nombre de candidats autorisé pour la liste courte (RFQ), les critères de sélection ci-dessous seront appliqués afin de déterminer la liste courte des 5 candidats qui seront invités à participer : - Pertinence de la présentation du candidat démontrant sa compréhension du besoin et sa capacité à y répondre / 12 points MAX. (0 à 4 : présentation non adaptée ou peu adaptée ; 5 à 8 : présentation adaptée ; 9 à 12 : présentation adaptée et source de valeur ajoutée) -Qualité des références ou équivalence (sont exclus les références RTE) /8 points MAX. (0 point si non pertinente ; 1 à 4 points si pertinent par rapport aux attentes de RTE [client non ou partiellement pertinent/mission similaire à notre besoin OU client pertinent/mission non ou partiellement similaire à notre besoin] ; 5 à 8 points si pertinent dans sa globalité [client pertinent/mission similaire à notre besoin]).

Os critérios serão utilizados para selecionar os candidatos a convidar para a segunda fase do concurso

Informações sobre a segunda fase de um procedimento de concurso em duas fases:

Número mínimo de candidatos a convidar para a segunda fase do procedimento: 0

Número máximo de candidatos a convocar para a segunda fase do procedimento: 5

O procedimento irá decorrer em fases sucessivas. Em cada fase, alguns participantes podem ser eliminados

5.1.10. Critérios de adjudicação

Critério:

Tipo: Preço

Descrição: Définis dans les documents de la consultation

Categoria do critério de adjudicação peso: Ponderação (pontos, valor exato)

N.º do critério de adjudicação: 40

Critério:

Tipo: Qualidade

Descrição: Technique

Categoria do critério de adjudicação peso: Ponderação (pontos, valor exato)

N.º do critério de adjudicação: 60

5.1.11. Documentos do concurso

O acesso a determinados documentos do concurso é restrito

Prazo para solicitar informações adicionais: 03/02/2026 21:00:00 (UTC+01:00) hora da Europa Central, hora de verão da Europa Ocidental

As informações sobre documentos restritos estão disponíveis em: <http://rte-france.bravosolution.com>

5.1.12. Condições do concurso

Condições de apresentação:

Apresentação por via eletrónica: Necessário

Endereço para apresentação: <http://rte-france.bravosolution.com>

Línguas em que podem ser apresentadas as propostas ou pedidos de participação: francês

Catálogo eletrónico: Não autorizado

Variantes: Permitido

Os proponentes podem apresentar mais do que uma proposta: Não autorizado

Prazo para a receção dos pedidos de participação: 06/02/2026 21:00:00 (UTC+01:00) hora da Europa Central, hora de verão da Europa Ocidental

Condições do contrato:

A execução do contrato tem de ser efetuada no âmbito de programas de emprego protegido:
Não

Condições relacionadas com a execução do contrato: Sans objet

É exigido um acordo de não divulgação: sim

Informações adicionais sobre o acordo de não divulgação: Disponible sur le site : <https://rte-france.bravosolution.com>

Forma jurídica que tem de ser assumida por um grupo de proponentes ao qual seja adjudicado um contrato: RTE se réserve le droit de demander au groupement sa transformation en groupement solidaire ou avec mandataire solidaire lors de l'attribution du marché, dans la mesure où cette transformation est nécessaire à la bonne exécution du marché. En cas de candidature en groupement, l'ensemble des pièces demandées aux III.1.1) à III.1.3) doit être fourni par chacun de ses membres. Sauf cas prévus à l'article R. 2142-26 du Code de la Commande Publique, la composition du groupement candidat à un avis d'appel à la concurrence ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Condições financeiras: Financement sur ressources propres. Paiement à 49 jours à compter de la date d'émission de la facture (sauf réglementation particulière en terme de délai de paiement relative à l'activité).

5.1.15. Técnicas

Acordo-quadro:

Acordo-quadro, sem reabertura de concurso

Número máximo de participantes: 1

Informações sobre o sistema de aquisição dinâmico:

Inexistência de sistema de aquisição dinâmico

5.1.16. Informações adicionais, mediação e recurso

Instância de recurso: Tribunal Judiciaire de Nanterre

Informações sobre os prazos de recurso: Référé précontractuel prévu aux articles 5 et suivants de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé avant la conclusion du contrat. Référé contractuel prévu aux articles 11 et suivants de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé au plus tard le trente et unième jour suivant la publication au Journal officiel de l'Union européenne de l'avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat. En l'absence de la publication d'avis ou de la notification, la juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat en vertu de l'article 1441-3 du code de procédure civile.

Organização que fornece informações adicionais sobre o processo de adjudicação: Réseau de Transport d'Electricité (RTE)

8. Organizações

8.1. ORG-0001

Nome oficial: Réseau de Transport d'Electricité (RTE)

Número de registo: 444 619 258 02482
Departamento: Direction des Achats
Endereço postal: 7C place du Dôme
Cidade: Puteaux
Código postal: 92073
Subdivisão do país (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)
País: França
Ponto de contacto: AY Karine - Direction des Achats
Correio eletrónico: karine.ay@rte-france.com
Telefone: 0787551449
Endereço Internet: <https://www.rte-france.com>
Perfil do adquirente: <https://rte-france.bravosolution.com>

Funções desta organização:

Adquirente

Organização que fornece informações adicionais sobre o processo de adjudicação

8.1. ORG-0002

Nome oficial: Tribunal Judiciaire de Nanterre
Número de registo: 17780111500151
Departamento: Instance chargée des procédures de recours
Endereço postal: 179-191, avenue Joliot-Curie
Cidade: Nanterre
Código postal: 92020
Subdivisão do país (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)
País: França
Ponto de contacto: Instance chargée des procédures de recours
Correio eletrónico: accueil.tj-nanterre@justice.fr
Telefone: 01 40 97 10 10
Endereço Internet: www.cours-appel.justice.fr/versailles/tribunal-judiciaire-de-nanterre
Ponto terminal para o intercâmbio de informações (URL): <http://rte-france.bravosolution.com>

Funções desta organização:

Instância de recurso

8.1. ORG-0000

Nome oficial: Publications Office of the European Union
Número de registo: PUBL
Cidade: Luxembourg
Código postal: 2417
Subdivisão do país (NUTS): Luxembourg (LU000)
País: Luxemburgo
Correio eletrónico: ted@publications.europa.eu
Telefone: +352 29291
Endereço Internet: <https://op.europa.eu>

Funções desta organização:

TED eSender

Informações sobre o anúncio

Identificador/versão do anúncio: efa606cf-e328-481b-a90e-56ab4483d4b4 - 01
Tipo de formulário: Concurso

Tipo de anúncio: Anúncio de concurso ou de concessão – regime normal

Subtipo de anúncio: 17

Data de envio do anúncio: 21/01/2026 11:50:09 (UTC+00:00) hora da Europa Ocidental, GMT

Línguas em que o presente anúncio está oficialmente disponível: francês

Número de publicação do anúncio: 46570-2026

N.º de edição do JO S: 15/2026

Data de publicação: 22/01/2026